

manqueront sûrement pas de s'accroître si les futurs États indépendants de l'Afrique australe suivent l'exemple du Mozambique plutôt que celui du Kenya. L'aile «radicale» de l'OUA s'est considérablement renforcée avec l'indépendance de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola, survenue après de longues luttes de libération. Si la mentalité d'assiégé qui règne actuellement chez les Blancs de la partie australe du continent retarde davantage le passage à la règle de la majorité en Namibie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud, alors les nouveaux gouvernements noirs seront portés à favoriser le socialisme plutôt qu'une économie mixte. Étant donné les importantes ressources économiques et militaires de ces futurs États, leur adhésion à l'aile radicale de l'OUA aurait des conséquences importantes pour la «radicalisation» de l'ensemble du continent.

Conflits inter-étatiques

Au niveau international, contrairement à ce qui se passe à l'intérieur de la plupart des pays d'Afrique, les conflits n'ont été ni contenus ni réglés; en effet, l'accroissement de la violence externe semble avoir été directement proportionnel à la diminution des tensions internes. L'OUA a été créée pour maintenir l'ordre sur le continent en reconnaissant l'indépendance, l'égalité et la souveraineté de chacun de ses membres. Elle devait en outre favoriser l'unité et l'autonomie africaines. Mais la jalousie des nouveaux nationalismes a empêché la réalisation de ces deux grands objectifs. Le consensus africain en matière de politique étrangère a plutôt eu tendance à se dissoudre dans la pratique, sauf au niveau de la rhétorique la plus générale.

Par l'intermédiaire de l'OUA, l'Afrique recherche la libération des parties australe et septentrionale ainsi qu'un développement s'appuyant sur un nouvel ordre international. Mais en réalité, les États de la ligne de front (au sud) et l'initiative Sadate (au nord) ont contribué à affaiblir les ententes continentales. Le Front patriotique (Zimbabwe) et le Front du refus (Palestine) s'opposent tous deux à des solutions «internes» négociées et divisent ainsi l'OUA et la Ligue arabe. L'échange d'appui sur ces questions entre ces deux organisations régionales et la tentative visant à assimiler le racisme de l'*apartheid* à celui du sionisme ont constitué les grands thèmes du dialogue afro-arabe. En outre, les pétrodollars de l'OPEP pourraient (encore) avoir un poids considérable sur les perspectives économiques en Afrique et la position du Tiers monde dans le débat sur le NOEI. Toutefois, le dialogue s'est quelque peu relâché devant le tiédisme de la générosité arabe et la réapparition de coalitions politiques et de divergences idéologiques qui ont rallié en deux camps tous les «modérés» et «radicaux» de part et d'autre du Sahara. Ces divisions ont été renforcées par les divers conflits – bilaté-

raux et multilatéraux – qui dévastent présentement l'Afrique.

La réapparition d'un nombre important de différends bilatéraux en Afrique témoigne de l'accentuation des inégalités internationales et des schismes idéologiques. Les incidents et les fermetures de frontières en Afrique orientale, par exemple entre l'Ouganda et le Kenya et entre la Tanzanie et le Kenya, ont été le signe tangible d'une méfiance, d'une envie et d'un désaccord fortement enracinés. Le Kenya, miracle de la région, s'est attiré l'animosité d'un Ouganda où avait échoué la «guerre économique» d'Idi Amin et celle d'une Tanzanie aux prises avec le déclin et la sécheresse. La composante idéologique a joué un rôle encore plus grand dans les différends opposant l'Égypte et le Soudan à la Libye et par lesquels le régime Kadhafi a tenté sans succès de saper l'autorité et de changer l'orientation des gouvernements Sadate et Numeiri. La persistance du conflit algéro marocain découle aussi de divergences idéologiques de même que de visées territoriales irréconciliables. Les conflits dit «frontaliers» sont particulièrement intenses et fréquents le long de la «frontière australe» de l'Afrique étant donné que les États de la ligne de front (spécialement l'Angola, la Zambie et le Mozambique) et les mouvements de libération s'efforcent de pénétrer les derniers vestiges de la forteresse blanche; en riposte, le camp retranché (laager) des Blancs s'attaque aux bases situées dans les États noirs.

Coalitions régionales

Souvent, bon nombre de ces différends bilatéraux sont liés à des coalitions et à des conflits régionaux et extrarégionaux plus importants; et chacun des conflits régionaux est lui-même lié à d'autres conflits de même nature. Ainsi, bien qu'il dure depuis plus d'une décennie, le conflit algéro-marocain a été ranimé au milieu des années 70 par la question du Sahara. Le Polisario, le mouvement de libération sahraoui, l'Algérie ainsi que quelques autres régimes islamiques radicaux se sont opposés à la répartition de l'ancien Sahara espagnol entre le Maroc et la Mauritanie. Par ailleurs, ces deux derniers pays ont reçu l'appui de la majorité des membres de l'OUA ainsi que de plusieurs intérêts occidentaux, notamment par le truchement de la campagne du président Giscard d'Estaing contre le «radicalisme» de l'influence algérienne en Afrique francophone.

Des coalitions semblables ont eu tendance à se former pour appuyer les protagonistes engagés dans des conflits régionaux connexes comme ceux de l'Angola, de la Corne de l'Afrique et du Shaba. Il est manifeste que les rébellions dans la province zaïroise du Shaba a découlé accessoirement de la guerre civile angolaise et du rôle pernicieux qu'y a joué la Zaïre, et qu'elle a été le fruit du mécontentement des populations locales face à l'embourgeoisement complaisant du régime Mobutu. Si le MPLA s'est